

« Erdogan ne respecte pas les promesses turques »

UNION EUROPÉENNE Martin Schulz ne mâche pas ses mots sur le président turec

- Le président du Parlement européen critique vertement Recep Tayyip Erdogan.
- Il se montre par ailleurs sévère sur l'état de l'UE.
- Mais témoigne ici de sa réelle combativité.



ENTRETIEN

Dans cet entretien accordé aux journaux du réseau Lena, le premier depuis l'annonce de la victoire de justesse en Autriche du candidat écologiste contre le candidat d'extrême droite, le président du Parlement européen se montre combatif sur tous les fronts, sans mâcher ses mots, même lorsqu'il se veut prudent.

Le candidat écologiste a défilé de justesse le candidat d'extrême droite en Autriche. Êtes-vous inquiet de ce qui s'est passé en Autriche ?

Nous vivons tout de même dans un monde étrange... Si M. Hofer avait gagné, tout le monde aurait titré : « Une défaite pour l'Europe ». Maintenant que le camp pro-européen a gagné, la première question que vous me posez est : « Êtes-vous inquiet du score de M. Hofer ? » Ma réponse est d'abord que c'est la preuve qu'on peut remporter une élection avec une campagne résolument pro-européenne. Ensuite, je m'inquiète de ce nationalisme en progrès et de son message de renfermement sur soi face aux défis du 21^e siècle. Mais je suis heureux qu'à la fin, la grande mobilisation en faveur du candidat pro-européen a prouvé qu'on peut gagner.

Mais presque 50 % des voix se sont portées sur un candidat qui rejette les solutions européennes, et qui a fait 35 % au premier tour. Il a perdu, mais la prochaine fois ?

Le problème des pro-européens est que nous permettons aux anti-européens d'occuper tout l'espace politique. Ils ont perdu. De justesse peut-être, mais imaginez qu'ils eussent gagné : ils auraient claironné qu'ils ont défait l'Europe. Si on mobilise,

avec également des arguments émotionnels en faveur de l'Europe, on gagne.

Comment décririez-vous l'état de l'Union en 2016, à la vue de ce populisme en hausse ?

Elle est profondément divisée, avec des institutions européennes luttant en faveur d'une approche communautaire, et des gouvernements sans vision et qui ne sont pas prêts à adopter une ligne commune.

D'où cela vient-il ?

Il y a différentes options idéologiques en place dans différentes capitales, avec des vues complètement opposées. En matière économique, il y a deux approches différentes : une option considère que la meilleure chose à faire est de couper dans les dépenses pour regagner la confiance des investisseurs, tandis que l'autre camp dit que vous n'atteindrez jamais l'objectif budgétaire sans investir dans la croissance et le redéploiement.

Le principe majoritaire devrait être la règle dans les décisions européennes. Mais alors qu'à la Commission et au Parlement européen, on peut décider avec une majorité, au Conseil européen (les chefs d'État ou de gouvernement, NDLR), on a réintroduit en douce une unanimité que le traité de Lisbonne devait faire disparaître. Ce qui fait que de nombreuses décisions restent bloquées au niveau des chefs de gouvernement. Voilà l'état de l'Union européenne.

Entrevoyez-vous le risque que l'UE n'existe plus dans dix ans ?

Non. Peut-être aurons-nous une autre structure. Au lendemain du référendum britannique du 23 juin, et ce quel qu'en soit le résultat, un débat s'ouvrira sur la structure future de l'UE. Je suis l'un des auteurs du rapport des « cinq présidents » sur l'approfondissement de l'Union

économique et monétaire : une autre gouvernance de la zone euro est inévitable.

Après le référendum britannique, il y aura l'an prochain les élections française et allemande, ne faudra-t-il pas attendre qu'elles passent pour parler de l'approfondissement de la zone euro ?

Je crois qu'on ne pourra pas attendre. On aura besoin d'une clarification entre les pays membres de la zone euro et ceux qui n'en sont pas ou qui sont censés la rejoindre, mais sont régis par les mêmes règles de gouvernance économique commune. Dans une zone monétaire commune, on ne peut pas continuer à avoir 19 politiques d'emploi, de budget, d'investissement différentes : il faut une nouvelle structure.

Que se passera-t-il si la Turquie ne change pas sa législation antiterroriste, comme le veut l'un des critères qu'elle doit respecter pour lui accorder une libéralisation des visas ? Le Parlement dont vous êtes pré-

sident devra approuver cette libéralisation. Resterez-vous fermes, ou voyez-vous la marge pour un compromis si ce critère n'est pas respecté ?

J'ai bloqué, sur mon bureau, la proposition législative de la Commission européenne en la matière, qui doit être étudiée par notre commission des Libertés civiles. J'ai participé au Conseil européen qui a négocié avec le premier ministre turc Davutoglu (démissionné depuis, NDLR). On était mi-mars, et j'avais demandé à la Commission comme au gouvernement turc : est-il possible de remplir les 72 critères d'ici avril ? La réponse turque a été : pas de problème, nous le ferons. La réponse de la Commission a été la même. Le 4 mai, j'ai reçu la proposition législative, avec 92 % des critères satisfaits : la loi antiterroriste et les règles sur

la protection de la vie privée ne sont pas dedans. Je ne peux donc pas envoyer cela à la ratification.

Vous risquez de faire dérailler tout l'accord avec la Turquie ?

C'est une question très intéressante : qui fait courir le risque de faire dérailler le deal ? Monsieur Erdogan, qui ne se tient pas aux promesses de son gouvernement ! Maintenant, M. Erdogan dit qu'il ne réformera pas les lois antiterroristes, et vous me demandez si c'est moi qui mets l'accord en danger ? Mais dans quel monde je vis ?

Reformulons : M. Erdogan risque de couler l'accord, et vous risquez de vous retrouver avec un nouveau million de réfugiés...

On verra. Je ne le crois pas. Et je n'imagine pas, maintenant que la Turquie a commencé à enregistrer les réfugiés syriens, que le gouvernement turc aille publiquement coopérer avec les passeurs et les trafiquants.

M. Erdogan est un autocrate ?

Il vise un Etat réduit à un seul homme.

C'est une définition de l'autocratie...

Recip Erdogan est quelqu'un qui travaille en permanence à son propre renforcement. Je pense qu'on ne peut l'accepter. User d'une loi antiterroriste pour permettre de retenir contre eux ce que les députés disent dans l'enceinte d'un parlement, afin de les envoyer directement dans le bureau du procureur, constitue une atteinte fondamentale aux règles démocratiques. Il y a là une monopolisation par un seul homme de l'entière du processus de décision.

Au sein de l'UE, le partage par relocalisation des réfugiés, pourtant décidé, ne fonctionne pas...

Parce que des Etats membres s'y opposent. Moi, j'y crois.

Vous y croyez, ou vous croyez que c'est un bon plan ?
Les deux.

C'est difficile à croire : cela ne fonctionne pas.

Écoutez, ne me demandez pas d'abandonner mon combat. À la Commission et au Parlement, vous avez des majorités en faveur de cette politique européenne. Mais les États ne sont pas d'accord entre eux.

Et je devrais alors dire : bon, abandonnons ces gens sur les côtes africaines, laissons-les mourir là ? Non, je sais que la réalité politique est amère,

mais je me battraï pour des solutions européennes, contre certains Etats membres. Et s'il le faut je serai le dernier, écrivez-le, je vous en serai reconnaissant ! ■

Propos recueillis par
ANDREA BONNANI
(LA REPUBBLICA),

JUREK KUCZKIEWICZ (LE SOIR),
ANDRE TAUBER ET CHRISTOPH
SCHILTZ (DIE WELT)

SON AVENIR

« Pas trop le temps d'y penser »

Votre parti pourrait avoir besoin d'un candidat chancelier qui défende ses thèses lors des élections de l'an prochain, tandis que

vous ne serez en principe plus à votre poste actuel. Cela vous intéresserait ?

Le SPD a un chef très solide, Sigmar Gabriel, qui est aussi l'un de mes plus proches amis.

Je supporte mon chef de parti du fond de mon cœur. Nous regagnerons la confiance de nos électeurs, dans un jeu collectif de la direction de mon parti, à laquelle j'appartiens.

Quant à mon job ici : les nombreux sujets sur lesquels vous m'interrogez montrent que j'ai beaucoup de travail, et je n'ai donc pas trop le temps de penser à mon futur.

Le job de chancelier vous intéresse-t-il ?

J'ai investi depuis 22 ans toute ma vie politique dans l'Europe,

qui n'est pas aujourd'hui au meilleur de sa forme. Je pense que ma contribution ici est constructive, et que ma place est ici. Depuis des années, j'ai essayé de faire du président du PE, indépendamment de la personne qui occupe la fonction, un dirigeant aussi important que le président des deux autres institutions. C'était mon but, et je pense qu'on a fait beaucoup de progrès dans cette direction. En même temps, je me suis investi à Berlin pour montrer que, par les temps qui courent, le Parlement et les institutions européennes sont aussi importants que les Parlements ou les gouvernements nationaux.

« Recip Erdogan est quelqu'un qui travaille en permanence à son propre renforcement »

« Si on mobilise, avec également des arguments émotionnels en faveur de l'Europe, on gagne »